

RCS : TOURS

Code greffe : 3701

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de TOURS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1981 B 00180

Numéro SIREN : 321 876 377

Nom ou dénomination : FONDIS

Ce dépôt a été enregistré le 26/01/2018 sous le numéro de dépôt 472



Grégoire BUNOT

Marc SOUCARRE

Christian PALVADEAU

Experts - comptables associés
Commissaires aux comptes

Laurence GOYEC

Geneviève DURANTEAU

Rachel LEROUX

Experts - comptables

Thomas BASTHISTE

Commissaire aux comptes

Cabinet Vilaine et Associés ■

Société civile d'expertise comptable et de commissariat aux comptes
Inscrite au tableau de l'Ordre de la Région des Pays de Loire
Membre de la Compagnie Régionale de Rennes

2018000472



FONDIS

4 Avenue Jean Jaurès
37230 FONDETTES

S.A.S. au capital de 305 000 €
R.C.S. Tours 321 876 377

COMPTES ANNUELS

Exercice du 1^{er} Mai 2016 au 30 Avril 2017

Certifié conforme



BILAN

ACTIF	Clôture au 30/04/17 Durée 12 mois			Clôture au 30/04/16 Durée 12 mois
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE	12 353 945	4 847 568	7 506 376	7 653 655
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (1)	593 024	59 061	533 962	534 195
CONCESS., BREVETS, DROITS SIMILAIRES	59 431	59 061	369	601
FONDS COMMERCIAL (1)	533 593		533 593	533 593
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	9 746 805	4 788 506	4 958 298	5 129 416
TERRAINS	1 505 526	48 300	1 457 226	1 482 765
CONSTRUCTIONS	5 732 576	2 926 653	2 805 922	3 088 366
INST TECHN, MATERIEL & OUTILLAGE	1 999 564	1 607 982	391 582	404 627
IMMOBILISATIONS CORPORELLES DIVERSES	341 138	205 571	135 567	93 656
IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS	168 000		168 000	60 000
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)	2 014 115		2 014 115	1 990 044
PARTICIPATIONS	302 449		302 449	302 449
TITRES IMMOBILISES DIVERS	486 125		486 125	482 653
PRETS	1 138 309		1 138 309	1 126 350
IMMOBILISATIONS FINANCIERES DIVERSES	87 231		87 231	78 591
ACTIF CIRCULANT	6 650 243	7 008	6 643 235	6 518 392
STOCKS ET EN-COURS	2 849 307		2 849 307	2 871 948
MATIERES PREMIERES, AUTRES APPROV.	8 948		8 948	12 288
MARCHANDISES	2 840 359		2 840 359	2 859 659
ACOMPTE VERSE SUR COMMANDES	102 339		102 339	105 442
CREANCES D'EXPLOITATION (3)	1 141 924	7 008	1 134 916	1 156 529
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	97 395	7 008	90 387	94 860
AUTRES CREANCES D'EXPLOITATION	1 044 529		1 044 529	1 061 669
CREANCES DIVERSES (3)	1 234 525		1 234 525	1 243 039
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	63 825		63 825	63 825
DISPONIBILITES	1 169 173		1 169 173	983 537
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE (3)	89 146		89 146	94 071
TOTAL GENERAL	19 004 188	4 854 576	14 149 612	14 172 048
(1) Dont droit au bail			88 825	88 825
(2) Dont à moins d'un an			23 278	9 270
(3) Dont à plus d'un an				



BILAN

PASSIF	Clôture au 30/04/17 Durée 12 mois	Clôture au 30/04/16 Durée 12 mois
CAPITAUX PROPRES	4 944 314	4 375 749
CAPITAL	305 000	305 000
RESERVES	3 720 749	2 662 688
RESERVE LEGALE	30 500	30 500
AUTRES RESERVES	3 690 249	2 632 188
RESULTAT DE L'EXERCICE	918 564	1 408 060
RAPPEL CAPITAUX PROPRES	4 944 314	4 375 749
 PROVISIONS RISQUES ET CHARGES		69 253
PROVISIONS POUR RISQUES		69 253
 DETTES (1)	9 205 297	9 727 045
DETTES FINANCIERES (2)	4 442 120	5 031 510
EMPRUNTS ET DETTES AUPRES DES ETS DE CREDIT (2)	3 587 661	4 079 044
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERS	854 458	952 465
DETTES D'EXPLOITATION	4 694 746	4 591 944
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	3 137 902	3 042 545
DETTES FISCALES ET SOCIALES	1 472 236	1 452 020
AUTRES DETTES D'EXPLOITATION	84 607	97 379
DETTES DIVERSES	60 381	79 264
DETTES SUR IMMOBILISATIONS ET COMPTES RATTACHES	39 229	56 338
AUTRES DETTES DIVERSES	21 152	22 925
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	8 049	24 325
 TOTAL GENERAL	14 149 612	14 172 048
(1) Dont à plus d'un an Dont à moins d'un an	3 607 691 5 597 606	4 121 799 5 605 246
(2) Dont concours bancaires & soldes créditeurs de banques		



COMPTES DE RESULTAT

	Clôture au 30/04/17 Durée 12 mois	Clôture au 30/04/16 Durée 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	38 992 908	37 521 963
VENTES DE MARCHANDISES	38 157 076	36 590 018
PRODUCTION VENDUE (BIENS)	21 693	19 456
PRODUCTION VENDUE (SERVICES)	483 712	679 902
MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES	38 662 482	37 289 377
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	23 207	
REPRISES SUR PROVISIONS	52 897	13 064
TRANSFERTS DE CHARGES	44 904	22 653
AUTRES PRODUITS	209 416	196 867
CHARGES D'EXPLOITATION	37 490 016	36 120 472
ACHATS DE MARCHANDISES	29 970 508	29 075 273
VARIATION DES STOCKS	19 300	(121 503)
ACHATS DE MATIERES ET AUTRES APPROVISIONNEMENTS	(75 895)	4 316
VARIATION DES STOCKS	3 339	1 126
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES (*)	2 846 717	2 566 987
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	447 288	434 454
SALAIRES ET TRAITEMENTS	2 935 804	2 816 933
CHARGES SOCIALES	834 781	847 624
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS SUR IMMOBILISATIONS	449 547	481 519
DOTATIONS AUX PROVISIONS SUR ACTIF CIRCULANT	7 008	3 644
AUTRES CHARGES	51 615	10 095
RESULTAT D'EXPLOITATION	1 502 892	1 401 491
PRODUITS FINANCIERS	105 849	100 254
PARTICIPATIONS	89 820	88 822
VALEURS MOBILIERES ET CREANCES DE L'ACTIF IMMOBILISE	12 186	4 396
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES DIVERS	3 843	7 035
CHARGES FINANCIERES	132 182	148 380
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	132 182	148 380
RESULTAT FINANCIER	(26 332)	(48 126)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	1 476 559	1 353 365



COMPTE DE RESULTAT

	Clôture au 30/04/17 Durée 12 mois	Clôture au 30/04/16 Durée 12 mois
PRODUITS EXCEPTIONNELS	91 618	1 907 666
SUR OPERATIONS EN CAPITAL	71 618	1 907 666
REPRISES SUR PROVISIONS	20 000	
 CHARGES EXCEPTIONNELLES	 36 967	 922 580
SUR OPERATIONS DE GESTION	1 456	370 017
SUR OPERATIONS EN CAPITAL	31 527	531 697
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	3 984	20 865
 RESULTAT EXCEPTIONNEL	 54 650	 985 086
 PARTICIPATION DES SALAIRES	 324 842	 297 740
 IMPOTS SUR LES BENEFICES	 287 803	 632 651
 <i>Total des produits</i>	 <i>39 190 376</i>	 <i>39 529 884</i>
<i>Total des charges</i>	<i>38 271 811</i>	<i>38 121 824</i>
 BENEFICE NET COMPTABLE	 918 564	 1 408 060
 * Dont crédit-bail mobilier et immobilier		
Produits financiers concernant les entreprises liées	92 696	91 674
Charges financières concernant les entreprises liées	2 234	2 442

ANNEXE

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Aucun fait significatif ne mérite une information particulière.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Aucun événement postérieur à la clôture de l'exercice, pouvant avoir un impact significatif sur les comptes, n'est connu à la date d'arrêté des comptes annuels.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Le bilan et le compte de résultat sont établis conformément aux dispositions légales et pratiques comptables généralement admises, et dans le respect des principes comptables fondamentaux : prudence, continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables et indépendance des exercices.

Les principales méthodes comptables utilisées sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles

Les logiciels informatiques sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. Les amortissements pour dépréciation sont calculés sur une durée de 12 mois.

Ils n'ont pas fait l'objet d'amortissement dérogatoire compte tenu de l'absence de caractère significatif.

Le fonds commercial est inscrit pour sa valeur d'acquisition ; ne fait pas l'objet d'amortissement.

En application des dispositions du règlement ANC N°2015-06, un test de dépréciation a été mené afin de s'assurer de la nécessité ou non de déprécier le fonds commercial ; aucune dépréciation n'a été détectée sur la valeur du fonds. Sa valeur actuelle est supérieure à sa valeur nette comptable.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire et dégressif, en fonction de la durée d'utilisation prévue, et en accord avec les pratiques professionnelles du secteur d'activité suivantes :

- Agencements des terrains :	10 à 15 ans	- Matériel d'exploitation :	5 à 10 ans
- Constructions :	10 à 20 ans	- Matériel de transport :	3 à 5 ans
- Agencements des constructions :	15 ans	- Matériel de bureau :	3 à 5 ans
- Agencements divers :	8 à 10 ans	- Mobilier de bureau :	10 ans

Compte tenu de l'absence d'écart significatif avec la dépréciation des immobilisations, l'amortissement dégressif n'a pas fait l'objet d'un retraitement en mode dérogatoire.

L'absence de visibilité sur les cessions de biens conduit à ne pas prendre en compte leurs valeurs résiduelles dans la base de calcul des amortissements.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur actuelle (vénale ou d'usage) est inférieure à la valeur nette comptable.

Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est comptabilisée du montant de la différence.

Stocks

Les stocks sont évalués au dernier prix de revient connu.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Pour les créances, une dépréciation est comptabilisée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

NOTES RELATIVES A CERTAINS POSTES DU BILAN

Capital

Le capital social se compose de 2 500 actions de 122 euros.

Fonds commercial

* Droit au Bail VAIDIS « Cave à vins »	Acquisition le 01/01/2004	20 580
* Droit au bail GIRARD « Pressing »	Acquisition le 03/09/2004	15 245
* Droit au bail VIAULT « Pressing »	Acquisition le 04/04/2013	18 000
* Fonds de commerce Librairie-papeterie-presse	Acquisition le 05/12/2001	57 168
* Fonds de commerce Hard Discount	Acquisition le 22/07/2004	387 600
* Droit au bail WALTER « Articles de sports »	Acquisition le 20/01/2014	10 000
* Droit au bail CAUDRON « Articles de Télévision-Image-Son »	Acquisition le 13/11/2015	25 000
		533 593

Immobilisations	DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	FIN EXERCICE
Immobilisations incorporelles	592 132	893		593 025
Immobilisations corporelles	9 544 039	312 815	110 049	9 746 805
Immobilisations financières - titres	785 102	3 472		788 574
Immobilisations financières - créances	1 204 942	28 644	8 045	1 225 541
	12 126 215	345 824	118 094	12 353 945

Amortissements	DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	FIN EXERCICE
Immobilisations incorporelles	57 937	1 125		59 062
Immobilisations corporelles	4 414 623	452 406	78 522	4 788 507
	4 472 559	453 532 (*)	78 522	4 847 569
(*) Dont dotation :		428 347		
. linéaire				
. dégressive		21 200		
. exceptionnelle		3 984		

Provisions et dépréciations	DEBUT EXERCICE	DOTATIONS	REPRISES	FIN EXERCICE
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
Provisions pour risques et charges (1)	69 254		69 254	
Dépréciations de l'actif immobilisé				
Dépréciations de l'actif circulant	3 644	7 008	3 644	7 008
	72 898	7 008 (*)	72 898 (*)	7 008
(*) Dont :		7 008	52 898	
. exploitation				
. financier				
. exceptionnel			20 000	

(1) La reprise sur provision pour risques et charges se ventile comme suit :

- montants repris parce qu'utilisés :	69 254
- montants repris parce que devenus sans objet :	-

(1) En janvier 2017, la Cour de Cassation a rejeté le pourvoi formé par la société coopérative nationale mettant ainsi fin au contentieux l'opposant au Ministère de l'Economie. La provision est reprise et la charge définitive est constatée en résultat courant (49 k€).

Biens pris en crédit-bail **Néant**

Créances : état des échéances

	VALEUR BRUTE FIN EXERCICE	A UN AN AU PLUS	A PLUS D'UN AN
Créances de l'actif immobilisé	1 225 541	23 278	1 202 263
Acomptes versés sur commandes	102 339	102 339	
Créances d'exploitation	1 141 924	1 141 924	
Créances diverses	1 234 526	1 234 526	
Charges constatées d'avance	89 147	89 147	
	3 793 478	2 591 215	1 202 263

Dettes : état des échéances

	VALEUR BRUTE FIN EXERCICE	A UN AN AU PLUS	DE UN A CINQ ANS	A PLUS DE CINQ ANS
Concours bancaires courants (*)	2 991	2 991		
Emprunts bancaires (1)	3 584 671	498 498	1 742 228	1 343 945
Emprunts & dettes financières divers (2)	854 459	495 361	359 098	
Avances, acomptes reçus sur commandes				
Dettes d'exploitation	4 694 747	4 532 326		162 421
Dettes diverses	60 381	60 381		
Produits constatés d'avance	8 050	8 050		
	9 205 298	5 597 606	2 101 326	1 506 366

(*) Y compris intérêts courus sur emprunts bancaires 2 991

(1) Emprunts auprès des établissements de crédit souscrits en cours d'exercice -

(1) Emprunts auprès des établissements de crédit remboursés en cours d'exercice 490 963

(2) Dont dettes souscrites auprès des associés personnes physiques et morales 457 176

Comptes rattachés et comptes de régularisation

Les charges à payer, produits à recevoir, et charges et produits constatés d'avance ne nécessitent pas d'informations particulières.

Valeurs mobilières de placement

- Plus-value latente au début de l'exercice	314
- Plus-value latente à la fin de l'exercice	166

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Chiffre d'affaires

Il provient de l'exploitation d'un hypermarché, et de ventes sur internet à emporter et se ventile de la façon suivante :

- Hypermarché	22 673 568
- Drive	8 907 812
- Station-service	6 956 538
- Point-chaud	124 564
	38 662 482

Il est réalisé exclusivement en France.

Ventilation de l'effectif moyen

L'effectif moyen correspond à la moyenne arithmétique des effectifs à la fin de chaque trimestre de l'exercice comptable. Les salariés employés à temps partiel ne sont pas « proratisés » et le personnel intérimaire n'est pas pris en compte. Il se décompose ainsi :

- Cadres	5
- Agents de maîtrise	16
- Employés	133
	154

Rémunérations des dirigeants

En application du principe du respect du droit des personnes, cette rubrique n'est pas servie car elle aurait pour effet de fournir des informations de caractère individuel.

Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE)

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises.

A cet effet, le CICE 2015, qui s'élève à 141 k€, a été utilisé pour le financement des efforts de l'entreprise en matière d'investissement.

Pour les salaires versés en 2016, il a été comptabilisé un CICE calculé au taux de 6 % sur les salaires inférieurs à 2,5 fois le SMIC, ainsi qu'un produit à recevoir sur les salaires versés depuis le 1er janvier 2017, au taux de 7%.

L'impact de ce crédit d'impôt sur le compte de résultat se traduit par une réduction du poste « charges sociales » pour un montant de 164 k€.

Résultat exceptionnel	Charges	Produits
Cessions d'immobilisations corporelles	31 527	47 000
Pénalités et amendes non déductibles	1 456	-
Dotation exceptionnelle pour mise au rebut	3 984	-
Reprise provision pour risque « contrôle URSSAF »	-	20 000
Litige commercial carrelage	-	10 258
Indemnité reçue « vol station »	-	14 360
	36 967	91 618

Participation des salariés

Dans ce poste, figurent les sommes comptabilisées au titre de :

- La participation des salariés (ordonnance du 21/10/1986)	162 421
- L'intéressement des salariés (loi du 07/11/1990)	162 421
	<u>324 842</u>

Taux de l'impôt sur les bénéfices

Le poste Impôt sur les bénéfices comprend une charge d'impôt sur les sociétés calculée au taux de droit commun, et diminuée de crédits d'impôts.

Intégration fiscale

La société fait partie du groupe d'intégration fiscale de la société mère 2 J.B.

La charge d'impôt comptabilisée est égale à celle qu'elle aurait supportée en l'absence d'intégration fiscale.

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

- Impôt concernant le résultat courant avant impôts	408 647
- Impôt concernant le résultat exceptionnel (participation des salariés incluse)	<u>-120 844</u>
	287 803

Situation fiscale latente

Impôt sur les sociétés payé d'avance provenant des décalages dans le temps entre le régime fiscal et le traitement comptable de produits ou de charges :

- Situation au début de l'exercice (au taux de 33 1/3 %)	197 206
- Situation à la fin de l'exercice (au taux de 33 1/3 %)	176 581

AUTRES INFORMATIONS**Dettes garanties par des sûretés réelles**

L'ensemble des emprunts à moyen ou long terme contractés auprès d'établissements de crédit est garanti par des sûretés réelles (nantissement du fonds de commerce, prêteur de deniers et hypothèque) pour un montant de 3 413 343 €.

Engagements financiers

	DONNES	RECUS
Cautions, avals, garanties concernant les filiales	-	-
Cautions, avals, garanties concernant les participations	-	-
Cautions, avals, garanties concernant les dirigeants	-	-
Cautions, avals, garanties concernant des sociétés de même enseigne	1 225 508	-
Effets escomptés et non échus	-	-
Marge non utilisée des crédits confirmés	-	-
Emprunts obtenus non encaissés	-	-
Autres engagements	-	-

Engagements de retraite

Les engagements de retraite résultent de l'application de la convention collective nationale du commerce de gros et de détail à prédominance alimentaire.

Ils n'ont pas fait l'objet d'une provision comptabilisée au bilan.

Une estimation de ces engagements est donnée ci-après en retenant tous les salariés.

Les hypothèses de calcul sont les suivantes :

- départ uniforme de tous les salariés à l'âge de 62 ans, de façon volontaire ;
- calcul pour tous les salariés présents à la date de clôture de l'exercice social ;
- exclusion des dirigeants et mandataires sociaux en l'absence d'engagements formels ;
- valorisation établie à la date de clôture de l'exercice ;
- calcul effectué sur la base du salaire brut moyen mensuel ;
- évolution annuelle des rémunérations brutes : + 2 % ;
- taux d'actualisation annuel à la clôture de l'exercice : 3 % ;
- montant déterminé avec incidence des charges sociales et fiscales (taux moyen retenu : 35%) ;
- critère de turn-over du personnel : Faible ;
- table de mortalité : INSEE 2015.

Le montant des indemnités ainsi déterminé s'élève à environ..... 191 000 €

Gratifications pour médailles d'honneur du travail

Les dispositions conventionnelles ou les usages applicables dans l'entreprise prévoient le versement d'une gratification aux salariés pour attribution de médailles d'honneur du travail.

Entreprises liées	2 JB	LE TULPIER	CHARPI
Participations		152 449	150 000
Autres créances d'exploitation			3 949
Créances diverses	538 926		550 737
Emprunts et dettes financières divers	316 756	140 421	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		13 724	
Autres dettes d'exploitation			1 276
Produits de participation		89 820	
Intérêts et produits assimilés divers			2 876
Intérêts et charges assimilées	1 734	500	

Filiales & participations à plus de 50 %

	S.C.I. LE TULPIER 37 230 Fondettes Tours 330 674 425	S.A.R.L. CHARPI 37 230 Fondettes Tours 520 366 824
Capital	7 622	50 000
Capitaux propres autres que le capital	96 572	40 200
Quote-part du capital détenu	100.0%	100.0%
Valeur brute des titres détenus	152 449	150 000
Valeur nette des titres détenus	152 449	150 000
Prêts et avances consentis	0	542 729
Cautions & avals donnés	0	0
Chiffre d'affaires H.T. dernier exercice	137 238	2 392 330
Résultat du dernier exercice clos	90 071	340 029
Dividendes encaissés	89 820	0

Honoraires de commissariat aux comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes concernent exclusivement la mission d'audit légal des comptes annuels.

STREGO AUDIT - TOURS

7, rue Dora Maar
Espace Arthur Rimbaud
BP 67152
37071 TOURS Cedex 2
Tél : 02 47 71 23 45
Fax : 01 57 67 47 53
strego.tours@strego.fr

FONDIS

Société par actions simplifiée au capital de 305 000 €

Siège social :

4, avenue Jean Jaurès - 37230 FONDETTES

RCS TOURS 321 876 377

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Exercice du 1^{er} mai 2016 au 30 avril 2017

STREGO AUDIT – TOURS

7, rue Dora Maar
Espace Arthur Rimbaud
BP 67152
37071 TOURS Cedex 2
Tél : 02 47 71 23 45
Fax : 01 57 67 47 53
strego.tours@strego.fr

FONDIS

Société par actions simplifiée au capital de 305 000 €
4, avenue Jean Jaurès – 37230 FONDETTES
RCS TOURS 321 876 377

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 30 avril 2017

FONDIS

Société par actions simplifiée au capital de 305 000 €

4, avenue Jean Jaurès - 37230 FONDETTES

RCS TOURS 321 876 377

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 avril 2017

Aux associés,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le **30 avril 2017** sur :

- Le contrôle des comptes annuels de la société **FONDIS**, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- La justification de nos appréciations ;
- Les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Président. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre société à la fin de cet exercice.

II – JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions de l'article L 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé pour émettre l'opinion ci-dessus, portant notamment sur les principes comptables suivis et sur les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, ainsi que leur présentation d'ensemble, appellent les commentaires suivants :

- L'annexe expose les règles et les méthodes comptables relatives à la comptabilisation des stocks.

Nous nous sommes assurés du caractère régulier de la méthode et de sa correcte application.

D'autre part, nous avons procédé à des observations physiques lors de la prise d'inventaire, ainsi qu'à l'analyse de la cohérence et vraisemblance des fichiers de stocks servant de base à la comptabilisation de ce poste de bilan

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III – VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnelles applicable en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Tours, le 11 octobre 2017

Le Commissaire aux Comptes
STREGO AUDIT



Agnès DELAMETTE

COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS LE 30 AVRIL 2017



BILAN

ACTIF	Clôture au 30/04/17 Durée 12 mois			Clôture au 30/04/16 Durée 12 mois
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE	12 353 945	4 847 568	7 506 376	7 653 655
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (1)	593 024	59 061	533 962	534 195
CONCESS., BREVETS, DROITS SIMILAIRES	59 431	59 061	369	601
FONDS COMMERCIAL (1)	533 593		533 593	533 593
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	9 746 805	4 788 506	4 958 298	5 129 416
TERRAINS	1 505 526	48 300	1 457 226	1 482 765
CONSTRUCTIONS	5 732 576	2 926 653	2 805 922	3 088 366
INST TECHN, MATERIEL & OUTILLAGE	1 999 564	1 607 982	391 582	404 627
IMMOBILISATIONS CORPORELLES DIVERSES	341 138	205 571	135 567	93 656
IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS	168 000		168 000	60 000
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)	2 014 115		2 014 115	1 990 044
PARTICIPATIONS	302 449		302 449	302 449
TITRES IMMOBILISES DIVERS	486 125		486 125	482 653
PRETS	1 138 309		1 138 309	1 126 350
IMMOBILISATIONS FINANCIERES DIVERSES	87 231		87 231	78 591
ACTIF CIRCULANT	6 650 243	7 008	6 643 235	6 518 392
STOCKS ET EN-COURS	2 849 307		2 849 307	2 871 948
MATIERES PREMIERES, AUTRES APPROV.	8 948		8 948	12 288
MARCHANDISES	2 840 359		2 840 359	2 859 659
ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES	102 339		102 339	105 442
CREANCES D'EXPLOITATION (3)	1 141 924	7 008	1 134 916	1 156 529
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	97 395	7 008	90 387	94 860
AUTRES CREANCES D'EXPLOITATION	1 044 529		1 044 529	1 061 669
CREANCES DIVERSES (3)	1 234 525		1 234 525	1 243 039
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	63 825		63 825	63 825
DISPONIBILITES	1 169 173		1 169 173	983 537
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE (3)	89 146		89 146	94 071
TOTAL GENERAL	19 004 188	4 854 576	14 149 612	14 172 048
(1) Dont droit au bail			88 825	88 825
(2) Dont à moins d'un an			23 278	9 270
(3) Dont à plus d'un an				





BILAN

PASSIF	Clôture au 30/04/17 Durée 12 mois	Clôture au 30/04/16 Durée 12 mois
CAPITAUX PROPRES	4 944 314	4 375 749
CAPITAL	305 000	305 000
RESERVES	3 720 749	2 662 688
RESERVE LEGALE	30 500	30 500
AUTRES RESERVES	3 690 249	2 632 188
RESULTAT DE L'EXERCICE	918 564	1 408 060
<i>RAPPEL CAPITAUX PROPRES</i>	<i>4 944 314</i>	<i>4 375 749</i>
 PROVISIONS RISQUES ET CHARGES		69 253
PROVISIONS POUR RISQUES		69 253
 DETTES (1)	9 205 297	9 727 045
DETTES FINANCIERES (2)	4 442 120	5 031 510
EMPRUNTS ET DETTES AUPRES DES ETS DE CREDIT (2)	3 587 661	4 079 044
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERS	854 458	952 465
DETTES D'EXPLOITATION	4 694 746	4 591 944
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	3 137 902	3 042 545
DETTES FISCALES ET SOCIALES	1 472 236	1 452 020
AUTRES DETTES D'EXPLOITATION	84 607	97 379
DETTES DIVERSES	60 381	79 264
DETTES SUR IMMOBILISATIONS ET COMPTES RATTACHES	39 229	56 338
AUTRES DETTES DIVERSES	21 152	22 925
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	8 049	24 325
TOTAL GENERAL	14 149 612	14 172 048
(1) Dont à plus d'un an Dont à moins d'un an	3 607 691 5 597 606	4 121 799 5 605 246
(2) Dont concours bancaires & soldes créditeurs de banques		





COMPTE DE RESULTAT

	Clôture au 30/04/17 Durée 12 mois	Clôture au 30/04/16 Durée 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	38 992 908	37 521 963
VENTES DE MARCHANDISES	38 157 076	36 590 018
PRODUCTION VENDUE (BIENS)	21 693	19 456
PRODUCTION VENDUE (SERVICES)	483 712	679 902
MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES	38 662 482	37 289 377
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	23 207	
REPRISES SUR PROVISIONS	52 897	13 064
TRANSFERTS DE CHARGES	44 904	22 653
AUTRES PRODUITS	209 416	196 867
CHARGES D'EXPLOITATION	37 490 016	36 120 472
ACHATS DE MARCHANDISES	29 970 508	29 075 273
VARIATION DES STOCKS	19 300	(121 503)
ACHATS DE MATIERES ET AUTRES APPROVISIONNEMENTS	(75 895)	4 316
VARIATION DES STOCKS	3 339	1 126
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES (*)	2 846 717	2 566 987
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	447 288	434 454
SALAIRES ET TRAITEMENTS	2 935 804	2 816 933
CHARGES SOCIALES	834 781	847 624
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS SUR IMMOBILISATIONS	449 547	481 519
DOTATIONS AUX PROVISIONS SUR ACTIF CIRCULANT	7 008	3 644
AUTRES CHARGES	51 615	10 095
RESULTAT D'EXPLOITATION	1 502 892	1 401 491
PRODUITS FINANCIERS	105 849	100 254
PARTICIPATIONS	89 820	88 822
VALEURS MOBILIERES ET CREANCES DE L'ACTIF IMMOBILISE	12 186	4 396
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES DIVERS	3 843	7 035
CHARGES FINANCIERES	132 182	148 380
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	132 182	148 380
RESULTAT FINANCIER	(26 332)	(48 126)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	1 476 559	1 353 365



COMPTE DE RESULTAT

	Clôture au 30/04/17 Durée 12 mois	Clôture au 30/04/16 Durée 12 mois
PRODUITS EXCEPTIONNELS	91 618	1 907 666
SUR OPERATIONS EN CAPITAL	71 618	1 907 666
REPRISES SUR PROVISIONS	20 000	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	36 967	922 580
SUR OPERATIONS DE GESTION	1 456	370 017
SUR OPERATIONS EN CAPITAL	31 527	531 697
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	3 984	20 865
RESULTAT EXCEPTIONNEL	54 650	985 086
PARTICIPATION DES SALAIRES	324 842	297 740
IMPOTS SUR LES BENEFICES	287 803	632 651
<i>Total des produits</i>	<i>39 190 376</i>	<i>39 529 884</i>
<i>Total des charges</i>	<i>38 271 811</i>	<i>38 121 824</i>
BENEFICE NET COMPTABLE	918 564	1 408 060
* Dont crédit-bail mobilier et immobilier		
Produits financiers concernant les entreprises liées	92 696	91 674
Charges financières concernant les entreprises liées	2 234	2 442



ANNEXE

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Aucun fait significatif ne mérite une information particulière.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Aucun événement postérieur à la clôture de l'exercice, pouvant avoir un impact significatif sur les comptes, n'est connu à la date d'arrêté des comptes annuels.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Le bilan et le compte de résultat sont établis conformément aux dispositions légales et pratiques comptables généralement admises, et dans le respect des principes comptables fondamentaux : prudence, continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables et indépendance des exercices.

Les principales méthodes comptables utilisées sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles

Les logiciels informatiques sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. Les amortissements pour dépréciation sont calculés sur une durée de 12 mois.

Ils n'ont pas fait l'objet d'amortissement dérogatoire compte tenu de l'absence de caractère significatif.

Le fonds commercial est inscrit pour sa valeur d'acquisition ; ne fait pas l'objet d'amortissement.

En application des dispositions du règlement ANC N°2015-06, un test de dépréciation a été mené afin de s'assurer de la nécessité ou non de déprécier le fonds commercial ; aucune dépréciation n'a été détectée sur la valeur du fonds. Sa valeur actuelle est supérieure à sa valeur nette comptable.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire et dégressif, en fonction de la durée d'utilisation prévue, et en accord avec les pratiques professionnelles du secteur d'activité suivantes :

- Agencements des terrains :	10 à 15 ans	- Matériel d'exploitation :	5 à 10 ans
- Constructions :	10 à 20 ans	- Matériel de transport :	3 à 5 ans
- Agencements des constructions :	15 ans	- Matériel de bureau :	3 à 5 ans
- Agencements divers :	8 à 10 ans	- Mobilier de bureau :	10 ans

Compte tenu de l'absence d'écart significatif avec la dépréciation des immobilisations, l'amortissement dégressif n'a pas fait l'objet d'un retraitement en mode dérogatoire.

L'absence de visibilité sur les cessions de biens conduit à ne pas prendre en compte leurs valeurs résiduelles dans la base de calcul des amortissements.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur actuelle (vénale ou d'usage) est inférieure à la valeur nette comptable.

Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est comptabilisée du montant de la différence.

Stocks

Les stocks sont évalués au dernier prix de revient connu.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Pour les créances, une dépréciation est comptabilisée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

NOTES RELATIVES A CERTAINS POSTES DU BILAN

Capital

Le capital social se compose de 2 500 actions de 122 euros.

Fonds commercial

* Droit au Bail VAIDIS « Cave à vins »	Acquisition le 01/01/2004	20 580
* Droit au bail GIRARD « Pressing »	Acquisition le 03/09/2004	15 245
* Droit au bail VIAULT « Pressing »	Acquisition le 04/04/2013	18 000
* Fonds de commerce Librairie-papeterie-presse	Acquisition le 05/12/2001	57 168
* Fonds de commerce Hard Discount	Acquisition le 22/07/2004	387 600
* Droit au bail WALTER « Articles de sports »	Acquisition le 20/01/2014	10 000
* Droit au bail CAUDRON « Articles de Télévision-Image-Son »	Acquisition le 13/11/2015	25 000
		533 593

Immobilisations	DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	FIN EXERCICE
Immobilisations incorporelles	592 132	893		593 025
Immobilisations corporelles	9 544 039	312 815	110 049	9 746 805
Immobilisations financières - titres	785 102	3 472		788 574
Immobilisations financières - créances	1 204 942	28 644	8 045	1 225 541
	12 126 215	345 824	118 094	12 353 945

Amortissements	DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	FIN EXERCICE
Immobilisations incorporelles	57 937	1 125		59 062
Immobilisations corporelles	4 414 623	452 406	78 522	4 788 507
	4 472 559	453 532 (*)	78 522	4 847 569
(*) Dont dotation :				
. linéaire		428 347		
. dégressive		21 200		
. exceptionnelle		3 984		

Provisions et dépréciations	DEBUT EXERCICE	DOTATIONS	REPRISES	FIN EXERCICE
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
Provisions pour risques et charges (1)	69 254		69 254	
Dépréciations de l'actif immobilisé				
Dépréciations de l'actif circulant	3 644	7 008	3 644	7 008
	72 898	7 008 (*)	72 898 (*)	7 008
(*) Dont :				
. exploitation		7 008	52 898	
. financier				
. exceptionnel			20 000	

(1) La reprise sur provision pour risques et charges se ventile comme suit :

- montants repris parce qu'utilisés :	69 254
- montants repris parce que devenus sans objet :	-

(1) En janvier 2017, la Cour de Cassation a rejeté le pourvoi formé par la société coopérative nationale mettant ainsi fin au contentieux l'opposant au Ministère de l'Economie. La provision est reprise et la charge définitive est constatée en résultat courant (49 k€).

Biens pris en crédit-bail

Néant

Créances : état des échéances	VALEUR BRUTE FIN EXERCICE	A UN AN AU PLUS	A PLUS D'UN AN
Créances de l'actif immobilisé	1 225 541	23 278	1 202 263
Acomptes versés sur commandes	102 339	102 339	
Créances d'exploitation	1 141 924	1 141 924	
Créances diverses	1 234 526	1 234 526	
Charges constatées d'avance	89 147	89 147	
	3 793 478	2 591 215	1 202 263

Dettes : état des échéances	VALEUR BRUTE FIN EXERCICE	A UN AN AU PLUS	DE UN A CINQ ANS	A PLUS DE CINQ ANS
Concours bancaires courants (*)	2 991	2 991		
Emprunts bancaires (1)	3 584 671	498 498	1 742 228	1 343 945
Emprunts & dettes financières divers (2)	854 459	495 361	359 098	
Avances, acompte reçus sur commandes				
Dettes d'exploitation	4 694 747	4 532 326		162 421
Dettes diverses	60 381	60 381		
Produits constatés d'avance	8 050	8 050		
	9 205 298	5 597 606	2 101 326	1 506 366

(*) Y compris intérêts courus sur emprunts bancaires	2 991
(1) Emprunts auprès des établissements de crédit souscrits en cours d'exercice	-
(1) Emprunts auprès des établissements de crédit remboursés en cours d'exercice	490 963
(2) Dont dettes souscrites auprès des associés personnes physiques et morales	457 176

Comptes rattachés et comptes de régularisation

Les charges à payer, produits à recevoir, et charges et produits constatés d'avance ne nécessitent pas d'informations particulières.

Valeurs mobilières de placement

- Plus-value latente au début de l'exercice	314
- Plus-value latente à la fin de l'exercice	166

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT**Chiffre d'affaires**

Il provient de l'exploitation d'un hypermarché, et de ventes sur internet à emporter et se ventile de la façon suivante :

- Hypermarché	22 673 568
- Drive	8 907 812
- Station-service	6 956 538
- Point-chaud	124 564
	38 662 482

Il est réalisé exclusivement en France.

Ventilation de l'effectif moyen

L'effectif moyen correspond à la moyenne arithmétique des effectifs à la fin de chaque trimestre de l'exercice comptable. Les salariés employés à temps partiel ne sont pas « proratisés » et le personnel intérimaire n'est pas pris en compte. Il se décompose ainsi :

- Cadres	5
- Agents de maîtrise	16
- Employés	133
	154

Rémunérations des dirigeants

En application du principe du respect du droit des personnes, cette rubrique n'est pas servie car elle aurait pour effet de fournir des informations de caractère individuel.

Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE)

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises.

A cet effet, le CICE 2015, qui s'élève à 141 k€, a été utilisé pour le financement des efforts de l'entreprise en matière d'investissement.

Pour les salaires versés en 2016, il a été comptabilisé un CICE calculé au taux de 6 % sur les salaires inférieurs à 2,5 fois le SMIC, ainsi qu'un produit à recevoir sur les salaires versés depuis le 1er janvier 2017, au taux de 7%.

L'impact de ce crédit d'impôt sur le compte de résultat se traduit par une réduction du poste « charges sociales » pour un montant de 164 k€.

Résultat exceptionnel	Charges	Produits
Cessions d'immobilisations corporelles	31 527	47 000
Pénalités et amendes non déductibles	1 456	-
Dotation exceptionnelle pour mise au rebut	3 984	-
Reprise provision pour risque « contrôle URSSAF »	-	20 000
Litige commercial carrelage	-	10 258
Indemnité reçue « vol station »	-	14 360
	36 967	91 618

Participation des salariés

Dans ce poste, figurent les sommes comptabilisées au titre de :

- La participation des salariés (ordonnance du 21/10/1986)	162 421
- L'intéressement des salariés (loi du 07/11/1990)	162 421
	324 842

Taux de l'impôt sur les bénéfices

Le poste Impôt sur les bénéfices comprend une charge d'impôt sur les sociétés calculée au taux de droit commun, et diminuée de crédits d'impôts.

Intégration fiscale

La société fait partie du groupe d'intégration fiscale de la société mère 2 J.B.

La charge d'impôt comptabilisée est égale à celle qu'elle aurait supportée en l'absence d'intégration fiscale.

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

- Impôt concernant le résultat courant avant impôts	408 647
- Impôt concernant le résultat exceptionnel (participation des salariés incluse)	-120 844
	287 803

Situation fiscale latente

Impôt sur les sociétés payé d'avance provenant des décalages dans le temps entre le régime fiscal et le traitement comptable de produits ou de charges :

- Situation au début de l'exercice (au taux de 33 1/3 %)	197 206
- Situation à la fin de l'exercice (au taux de 33 1/3 %)	176 581

AUTRES INFORMATIONS**Dettes garanties par des sûretés réelles**

L'ensemble des emprunts à moyen ou long terme contractés auprès d'établissements de crédit est garanti par des sûretés réelles (nantissement du fonds de commerce, prêteur de deniers et hypothèque) pour un montant de 3 413 343 €.

Engagements financiers

	DONNES	RECUS
Cautions, avals, garanties concernant les filiales	-	-
Cautions, avals, garanties concernant les participations	-	-
Cautions, avals, garanties concernant les dirigeants	-	-
Cautions, avals, garanties concernant des sociétés de même enseigne	1 225 508	-
Effets escomptés et non échus	-	-
Marge non utilisée des crédits confirmés	-	-
Emprunts obtenus non encaissés	-	-
Autres engagements	-	-

Engagements de retraite

Les engagements de retraite résultent de l'application de la convention collective nationale du commerce de gros et de détail à prédominance alimentaire.

Ils n'ont pas fait l'objet d'une provision comptabilisée au bilan.

Une estimation de ces engagements est donnée ci-après en retenant tous les salariés.

Les hypothèses de calcul sont les suivantes :

- départ uniforme de tous les salariés à l'âge de 62 ans, de façon volontaire ;
- calcul pour tous les salariés présents à la date de clôture de l'exercice social ;
- exclusion des dirigeants et mandataires sociaux en l'absence d'engagements formels ;
- valorisation établie à la date de clôture de l'exercice ;
- calcul effectué sur la base du salaire brut moyen mensuel ;
- évolution annuelle des rémunérations brutes : + 2 % ;
- taux d'actualisation annuel à la clôture de l'exercice : 3 % ;
- montant déterminé avec incidence des charges sociales et fiscales (taux moyen retenu : 35%) ;
- critère de turn-over du personnel : Faible ;
- table de mortalité : INSEE 2015.

Le montant des indemnités ainsi déterminé s'élève à environ.....

191 000 €



Gratifications pour médailles d'honneur du travail

Les dispositions conventionnelles ou les usages applicables dans l'entreprise prévoient le versement d'une gratification aux salariés pour attribution de médailles d'honneur du travail.

Entreprises liées

	2 JB	LE TULPIER	CHARPI
Participations		152 449	150 000
Autres créances d'exploitation			3 949
Créances diverses	538 926		550 737
Emprunts et dettes financières divers	316 756	140 421	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		13 724	
Autres dettes d'exploitation			1 276
Produits de participation		89 820	
Intérêts et produits assimilés divers			2 876
Intérêts et charges assimilées	1 734	500	

Filiales & participations à plus de 50 %

	S.C.I. LE TULPIER 37 230 Fondettes Tours 330 674 425	S.A.R.L. CHARPI 37 230 Fondettes Tours 520 366 824
Capital	7 622	50 000
Capitaux propres autres que le capital	96 572	40 200
Quote-part du capital détenu	100.0%	100.0%
Valeur brute des titres détenus	152 449	150 000
Valeur nette des titres détenus	152 449	150 000
Prêts et avances consentis	0	542 729
Cautions & avals donnés	0	0
Chiffre d'affaires H.T. dernier exercice	137 238	2 392 330
Résultat du dernier exercice clos	90 071	340 029
Dividendes encaissés	89 820	0

Honoraires de commissariat aux comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes concernent exclusivement la mission d'audit légal des comptes annuels.

FONDIS
Société par actions simplifiée au capital de 305 000 euros
Siège social : 4 avenue Jean Jaurès - 37230 FONDETTES
321 876 377 RCS TOURS

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE DU 26 OCTOBRE 2017

Proposition de la résolution d'affectation du résultat de l'exercice clos le 30 avril 2017

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 918 564,79 euros de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice 918 564,79 euros

A titre de dividendes 350 000,00 euros

Soit 140 euros par action

Le solde 568 564,79 euros

En totalité au compte "autres réserves" qui s'élève ainsi à 4 258 814,05 euros.

Le dividende sera mis en paiement au siège social à compter de ce jour.

Il est précisé que :

- le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le 30 avril 2017 éligibles à l'abattement de 40 % s'élève à 560 euros,
- le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le 30 avril 2017 non éligibles à l'abattement de 40 % s'élève à 349 440 euros.

L'Assemblée Générale prend acte qu'il a été rappelé aux associés que :

- les revenus distribués sont imposables au barème progressif de l'impôt sur le revenu et qu'ils font l'objet, conformément aux dispositions de l'article 117 quater modifié du Code général des impôts, d'un prélèvement forfaitaire obligatoire de 21 %, non libératoire, imputable sur l'impôt dû l'année suivante et, en cas d'excédent, restituable,
- peuvent demander à être dispensées du prélèvement les personnes physiques appartenant à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année est inférieur à 50 000 euros (contribuables célibataires, divorcés ou veufs) ou 75 000 euros (contribuables soumis à une imposition commune). La demande de dispense doit être formulée, sous la responsabilité de l'associé, au plus tard le 30 novembre de l'année qui précède le versement.

Il a en outre été rappelé aux associés que, conformément aux dispositions de l'article L. 136-7 du Code de la sécurité sociale, les prélèvements sociaux sur les dividendes versés aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France sont soumis aux mêmes règles que le prélèvement mentionné à l'article 117 quater du Code général des impôts, c'est-à-dire prélevés à la source par l'établissement payeur, lorsque ce dernier est établi en France, et versés au Trésor dans les quinze premiers jours du mois suivant celui du paiement des dividendes.

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale prend acte que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercice	Total des sommes distribuées	Nombre d'actions concernées	Réfaction sur les dividendes (Article 158.3.2 CGI)	
			Dividende éligible	Dividende non éligible
30/04/2014	250 000 €	2 500	400 €	249 600 €
30/04/2015	250 000 €	2 500	400 €	249 600 €
30/04/2016	350 000 €	2 500	560 €	349 440 €

Vote de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle du 26 octobre 2017

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associés ayant le droit de vote.

Certifié conforme
Le Président

Monsieur Jacques BOCHIER

